

Le troisième niveau est technologique et constitue en fait la principale réaction du gouvernement français à l'IDS. Comment maintenir la France dans le réseau compétitif des technologies de pointe, y compris spatiales, sans avoir à endosser officiellement le projet militaire américain que constitue l'IDS? De quelle manière impliquer la France et ses alliés européens dans les grands virages technologiques à venir, sans donner carte blanche aux États-Unis sur ce qui relèvera de ces grands tournants?

Enfin, au dernier niveau, il y a la question de la sécurité européenne qui, très paradoxalement, a et aura peut-être tendance à réconcilier -- au moins officiellement -- les États-Unis, la France, ainsi que la Grande-Bretagne et la RFA, sur tout le dossier de l'IDS dans ses aspects militaires comme dans ses aspects politiques.

Les hypothèses et les conclusions présentées sur ces différentes questions sont tout à fait exploratoires, puisque rien pour l'instant n'est absolument définitif en ce qui a trait à l'IDS. De plus, les sources bibliographiques qui ont servi à cette note de recherche sont de nature publique et disponibles à travers la littérature stratégique spécialisée. Les entrevues avec des experts sur la position française ont servi à vérifier des faits et des interprétations énoncés dans cette littérature, mais aucune documentation classifiée ou restreinte n'a été utilisée pour les fins de ce document.